

LA VERITE

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

LES COUVENTS BRULENT

Le Prolétariat Espagnol approfondit la Révolution

La colère populaire s'est encore une fois manifestée d'une façon vigoureuse dans les rues de Madrid. A la suite d'une manifestation arrogante des monarchistes, les ouvriers ont brûlé deux kiosques qui vendaient le journal de l'aristocratie monarchiste l'A. B. C. et le journal clérical El Debate, et ont mis le feu au siège des monarchistes. En même temps, une manifestation ouvrière a parcouru les rues de la capitale et la Puerta del Sol en criant : « A bas le clérical ! » Les manifestants portaient des drapeaux rouges et des pancartes où l'on lisait : « Confédération Nationale. Citoyens, désarmons les gardes civils. » Les chauffeurs de taxis et les tramways s'étaient mis en grève en signe de protestation contre les agressions des monarchistes.

Les manifestations du prolétariat révolutionnaire madrilène ne se sont pas bornées à cela. Convaincus de la gravité de la conspiration monarchiste, exécutés par la censure criminelle du gouvernement provisoire à l'égard des forces les plus réactionnaires de la restauration — les royalistes et le clergé — les ouvriers ont mis le feu aux couvents et ont détruit dix édifices religieux. Le Gouvernement a été obligé, pour apaiser la colère populaire, de renvoyer en prison le général Berenguer, d'ordonner l'arrestation de tous les monarchistes qui ont été à l'origine des incidents de dimanche et de proclamer à Madrid l'état de guerre. En même temps, le président du Conseil Alcalá Zamora, et le ministre de l'Intérieur Miguel Maura annoncent des représailles contre « les extrémistes de gauche », c'est-à-dire contre nos camarades oppositionnels qui, à défaut d'un parti communiste, dirigent avec leurs faibles moyens les luttes spontanées du prolétariat révolutionnaire d'Espagne.

A l'heure où nous commentons les derniers événements de Madrid, des renseignements précis et de première source sur l'étendue et le sens politique de ces manifestations prolétariennes nous manquent. Néanmoins, les dépêches officielles permettent, d'ores et déjà, de tirer des conclusions de dimanche les conclusions suivantes. Le prolétariat espagnol a tenté une fois de plus, et cette fois-ci avec une vigueur accrue, de faire aboutir quelques-unes de ses revendications révolutionnaires : les ouvriers de Madrid ont essayé « d'approfondir la Révolution », comme on s'exprimait en mai 1931, à Petrograd. Le Gouvernement républicain de Zamora et de Maura, monarchistes d'hier, n'a tenu aucune promesse non seulement d'ordre social, mais même des promesses d'ordre politique, c'est-à-dire la promesse de garantir le peuple contre le retour de l'alliance noire de l'aristocratie et du clergé. Le nouveau Gouvernement exprime les illusions démocratiques naïves dans les bienfaits de la République. Mais, liés par des liaisons congénitales avec les bases de la bourgeoisie dans le Gouvernement provisoire n'ont aucun intérêt à liquider les éléments de la restauration réactionnaire.

Il a fallu aux masses populaires quatre semaines d'expérience républicaine pour s'en convaincre. Dimanche dernier, les ouvriers de Madrid et les ouvriers de Cordoue, de Séville, de Valence, de Malaga qui ont suivi leur exemple le lendemain, ont réglé leur compte aux Jésuites et aux monarchistes malgré et contre la volonté du Gouvernement.

Les mots d'ordre que les communistes ont lancés le premier jour de l'avènement de la République deviennent ainsi plus clairs et plus compréhensibles pour les larges masses populaires. Il y a un mois, le peuple qui manifestait gaiement sa joie à l'occasion de la fuite précipitée du roi, ne comprenait pas l'importance de la lutte à mener pour la dissolution de la monarchie et des organisations monarchistes ; la création d'un tribunal révolutionnaire pour les généraux et les ministres de la dictature ; l'expulsion des ordres religieux, l'armement du peuple, la confiscation des biens du clergé, etc. Aujourd'hui, les ouvriers de Madrid et de province se sont convaincus qu'ils n'ont rien à attendre du Gouvernement bourgeois et qu'ils doivent eux-mêmes, par leur action révolutionnaire dans la rue, faire aboutir leurs revendications qui sont les garanties les plus sûres contre la restauration. L'action directe des ouvriers de Madrid, leurs manifestations énergiques, leur combativité, leur esprit de sacrifice qui se sont manifestés pour la première fois depuis le 14 avril, démontrent que le prolétariat espagnol se décide à prendre les destins de la révolution entre ses propres mains. La courte expérience du Gouvernement républicain-bourgeois a démontré au prolétariat espagnol qu'aucune de ses revendications ne sera réalisée sans son

intervention directe. C'est là la première conclusion à tirer des événements de dimanche dernier.

L'attitude des socialistes durant ces événements mérite d'être examinée à part. On a pu remarquer que Indalecio Prieto, ministre socialiste des Finances, était moins prolix que pendant les premiers jours de la révolution. D'autre part, Largo Caballero, ministre socialiste du Travail, est allé à la Maison du Peuple pour appeler les ouvriers au calme et leur demander de reprendre le travail. Les ministres socialistes deviennent de plus en plus prisonniers du Gouvernement capitaliste. Comme Kerensky, en mai 1917, ils sont des « otages de la démocratie » qui permettent à la bourgeoisie de se servir au mieux de cette démocratie, c'est-à-dire des ouvriers, des artisans, des employés que ces ministres prétendent représenter dans le Gouvernement. Mais, tandis que Kerensky, l'« otage » de la démocratie russe, fut contrôlé déjà en mai 1917, par les ouvriers, les artisans, les employés et les paysans représentés dans les Soviets, Prieto et Caballero vendent aux ministres capitalistes les intérêts des ouvriers espagnols et ne sont contrôlés dans leur besogne de trahison par aucune organisation révolutionnaire de masses. C'est l'absence d'une telle organisation qui constitue le danger le plus grand pour les intérêts des masses prolétariennes et pour la révolution prolétarienne.

La Maison du Peuple à laquelle Caballero a eu recours pour saboter l'action révolutionnaire des ouvriers, n'est pas une organisation qui puisse exercer le contrôle des masses ouvrières et leur pression directe sur le Gouvernement capitaliste. La Maison du Peuple est bien le lieu de rassemblement des ouvriers de Madrid, mais cette institution est corrompue par l'appareil bureaucratique des réformistes et ne peut en aucune façon représenter les véritables intérêts des masses révolutionnaires. Ce ne peut être qu'une institution issue de la révolution, une institution véritablement démocratique, dans laquelle toutes les couches des masses exploitées sont représentées — ce n'est qu'une telle organisation qui peut conduire les masses dans la lutte pour leurs revendications politiques et sociales pour aboutir à la prise du pouvoir.

Les communistes espagnols ont lancé le mot d'ordre de l'opposition de gauche des **Juntes révolutionnaires**. Pour que ce mot d'ordre devienne une réalité, il faut, que, dès maintenant, les exploités des usines, des ateliers, des magasins, des champs et des casernes s'organisent et envoient leurs délégués dans une organisation centrale, dans un soviet ou Junta révolutionnaire.

C'est là la première tâche de chaque communiste espagnol.

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

L'Impérialisme français au carrefour

Le 13 mai 1934, la bourgeoisie française a eu son grand jour. Pour les uns comme Coty, de l'Ami du Peuple ; Daudet, de l'Action Française, et même pour les bourgeois sérieux du Temps, c'a été le jour « d'une grande victoire nationale », pour les autres socialistes, l'élection du 13 mai constitue « la défit au pays ». Pour le prolétariat, pour les larges masses de ce pays, l'élection en elle-même n'a qu'une valeur relative pour pouvoir vérifier la direction de la politique des classes dirigeantes et les sentiments politiques qui agitent leurs différentes fractions.

Les deux candidats de la bourgeoisie, Briand et Doumer, ont représenté les deux sens contradictoires de la politique impérialiste tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, qui commencent à se heurter sous le coup de la crise économique.

Ces contradictions persistantes à l'état latent depuis des mois n'ont, malgré tout, pas atteint un degré de maturité pour se manifester par une rupture entre une fraction de la bourgeoisie patronnée par Tardieu et celle pour laquelle Briand est l'homme de l'avenir. Il y a à peine une semaine que le Parlement, à la presque unanimité, notait la confiance à la politique étrangère de Briand, prouvant que les tendances pour continuer la politique de collaboration avec l'impérialisme allemand, si elle pouvait échapper à l'échec, ont résisté aux changements de ministère, de la même politique étrangère personnifiée par Briand. Si l'on écarte toute la démagogie, destinée plutôt à nourrir la clientèle petite bourgeoisie d'un côté, la volonté unanime des grands capitalistes français était et est encore, dans ce long débat, de résister à la ligne de conduite générale de la politique étrangère. La preuve est que, malgré son échec, Briand ira à Genève.

La crise économique qui règne dans le monde entier n'a pas encore pris des formes définitives pour modifier profondément la politique des Etats capitalistes, mais elle met fin à l'ère pacifiste et ouvre la nouvelle ère de la préparation intensifiée de la guerre.

Dans ces conditions, il faut chercher les causes d'élection de Doumer et de l'échec de Briand dans des motifs d'ordre intérieur. Le patronage de la candidature Briand par Blum a été, dans ce cas, le facteur décisif pour détourner de lui cette partie de la bourgeoisie pour laquelle, les socialistes concluent pour le moment à l'ennemi. La France n'est pas encore au point de l'Allemagne de Brüning, où les socialistes pris entre le fascisme et le communisme se sont tirés sans conditions à la bourgeoisie et où la bourgeoisie est tout à fait sûre d'eux. Ici, les socialistes n'ont pas encore gagné le pouvoir, donc la médiation envers eux de certains milieux bourgeois. La victoire morale de Blum, par l'élection de Briand, pouvait, en grande mesure, assurer le succès des socialistes aux élections législatives de l'année prochaine, ce à quoi Tardieu ne pouvait consentir sans mettre en danger sa propre fraction. A l'aide de Tardieu sont constitués, ces jours-ci, des éléments du parti radical comme Herriot, qui ont démontré, une fois de plus, l'identité profonde de leurs

Point n'est besoin de longs écrits. Chaque lecteur de « La Vérité », par un numéro à deux pages, sera en mesure de saisir les dangers de cette situation matérielle.

SI CHAQUE OPPOSITIONNEL, CHAQUE AMI NOUSOUP PAS CETTE SEMAINE, SA SOUTIEN, MEME MODESTE, « LA VERITE » EST CONDAMNÉE A PERDRE DEUX PAGES POUR RESTER HEBDOMADAIRE.

Sera-t-il possible que notre effort tenace pour le regroupement des forces communistes, en cette accablante période d'éparpillement et de reflux révolutionnaire, ne soit pas plus vigoureusement encouragé ?

Allons, camarade ! ta souscription, envoi à « La Vérité » ta souscription, ne dispense pas de tes critiques, participe à son effort ! « LA VERITE ».

intérêts de classe et leur volonté de créer un bloc compact de toute la bourgeoisie.

Mise devant une telle situation, la S. F. I. O. ne pourra rester longtemps encore dans l'état actuel. Les deux tendances de ce parti se heurteront encore plus violemment que par le passé et c'est d'une politique habile des communistes que dépendra la destruction de l'influence socialiste sur les masses prolétariennes. Dans l'élection présidentielle, les S. F. I. O. ont fait un pas de plus dans leur enchaînement à la politique de la bourgeoisie.

Pour le prolétariat, Briand ou Doumer constituent les représentants de la classe à laquelle il a voté sa haine et dont il prévoit la destruction. Le vote pacifiste de Briand ou la volonté de guerre de Doumer ne peuvent en rien changer sa seule et unique voie vers la révolution, vers la dictature du prolétariat.

Hurrah ! Zoergibel !

« Le communisme, ne peut être tenu pour un parti de gauche et considéré avec une tolérance qui s'est partout montrée fautive. »

Le Peuple « Enquête sur la Révolution Espagnole » Mai 31.

Dans le Textile de Roubaix-Tourcoing

LA SEULE VOIE : LE FRONT UNIQUE !

Après avoir annoncé une diminution de salaire de 10 % pour le 20 avril, le consortium de l'industrie textile en a reculé l'application jusqu'au 11 mai pour donner aux chefs réformistes le temps et les possibilités des manœuvres nécessaires. N'obtenant aucun résultat sérieux permettant d'éviter le conflit, le gouvernement est intervenu quelques jours avant le 11 mai et a obtenu du patronat que la diminution soit encore une fois remise au 18 mai. Dans cet intervalle, le gouvernement devait intervenir auprès des industriels et des syndicats réformistes dans l'espoir d'arriver à un compromis sur les dos des ouvriers et empêcher ainsi la grève.

Les chefs réformistes se livrent en ce moment à une démagogie effrénée. Partout, ils proclament qu'ils restent opposés aux diminutions de salaires et que les ouvriers ne peuvent accepter les prétentions patronales. Dans des tracts, ils citent les bénéfices colossaux réalisés par certaines firmes textiles et ils mettent en parallèle la misère ouvrière. Les vieux manœuvriers réformistes ajoutent encore : « Ceux qui ont connu la période des vaches grasses n'ont pas le droit de faire supporter les difficultés de la crise par ceux qui ne gagnent que des salaires tout à fait modestes ».

Une telle attitude, un tel langage ne sont pas susceptibles de renforcer (sans maintenir tout au plus l'influence des syndicats réformistes sur la masse des ouvriers dans les deux centres déçus : Roubaix et Tourcoing).

Avant ainsi fait peu neuve, les chefs confédérés sont forts pour faire accepter au dernier moment un honteux compromis. Ils diront aux ouvriers : « Nous avons fait ce que nous pouvions, mais nous ne pouvons plus rien pour améliorer votre situation ; les ouvriers sont divisés à cause de la démagogie et de la surenchère des communistes et nous vous déconseillons une lutte sans issue puisque nous sommes sûrs d'avance de succomber. Nous continuerons les pourparlers, nous ferons intervenir les ministres, nous ferons — et faites avec nous — une active propagande syndicale pour amener dans nos organisations, de nombreux travailleurs et nous aurons bien notre revanche sur Désiré Ley et le consortium textile. »

Si, de cette façon, les comparses de Lebas ne réussissent pas à éviter la grève, ils auront quand même conservé toute leur influence pour la liquider le plus rapidement possible, les unitaires étant restés une petite minorité incapable de mobiliser la grande masse des travailleurs.

Nos dirigeants régionaux sont incapables — enchaînés qu'ils sont à la direction bureaucratique du parti et de la C.G.T.U. — de comprendre et d'analyser ces faits. C'est pourquoi ils persistent dans une tactique baptisée front unique à la base — mais qui, en réalité, n'est qu'un lamentable bavardage sur le front unique.

Un groupe de militants d'Halluin a proposé aux syndicats unitaires de pratiquer une véritable politique de front unique. On ne nous a accordé que quinze minutes à l'assemblée des S. U. d'Halluin, pour expliquer et défendre notre proposition et ce n'est que sur l'intervention de quelques ouvriers que nous avons finalement pu causer une demi-heure (de démocratie syndicale). Bostoen, Grenier et consorts ont vu, dans nos propositions, je ne sais quelles manœuvres infernales pour désagréger les syndicats unitaires. Ils ont aussi vu que nous demandions aux ouvriers unitaires d'aller s'agenouiller devant les traités réformistes. Et Grenier qui décidément, n'est qu'un triste bavard et pour qui la tactique légaliste du front unique est un problème inconnu ou inaccessible étale son ignorance d'enfant dans l'Enchaîné du 12 mai.

L. TROTSKY

Les problèmes du développement de l'U. R. S. S.

Le Secrétariat International a reçu du camarade Trotsky le projet de thèses suivant sur la question russe. Ce projet est soumis à la discussion de toutes les sections de l'opposition de gauche en vue de la Conférence européenne. Déjà publié en langue russe dans le Bulletin Russe de l'Opposition, ce projet de thèses sera traduit dans un grand nombre de langues afin de lui assurer la diffusion la plus grande et permettre ainsi la discussion la plus large.

Projet de plateforme de l'opposition de gauche internationale sur la question russe

LES CONTRADICTIONS ECONOMIQUES DE LA PERIODE TRANSITOIRE

Le caractère de classe de l'U.R.S.S. Les processus contradictoires dans l'économie et la politique de l'U. R. S. S. sont le résultat de la dictature du prolétariat sur le fond de la dictature du régime social bourgeois. Le caractère de la période transitoire se définit tout d'abord par les rapports de propriété. La nationalisation de la terre, celle des moyens de production industrielle et des échanges accompagnés du monopole du commerce extérieur dans les monopoles de l'Etat, forment la base de la structure sociale par la Révolution d'octobre, les éléments bourgeois en formation ainsi que les éléments bourgeois de la bureaucratie ne pourraient pas rétablir la propriété privée de la terre, des banques, des fabriques, des usines, des chemins de fer, etc., au-delà de ce que par un bouleversement contre-révolutionnaire. C'est par ces rapports de propriété qui sont à la base des relations de classes que se définit pour nous la nature de l'U. R. S. S. en tant qu'Etat prolétarien.

Quand Grenier a écrit dans une affiche que les ouvriers confédérés doivent faire le front unique avec les unitaires contre le patronat et les chefs réformistes, il est satisfait mais il n'a pas fait avancer le front unique d'un seul pas. Il oublie tout simplement qu'il y a des syndicats réformistes nombreux et puissants dirigés par des gens qui ont encore la confiance de grandes masses ouvrières et quand on ne tient pas compte de ce fait on est condamné comme Grenier à bavarder sur le front unique mais à ne rien faire de réel et d'effectif pour le front unique.

Nous répons que dès la diminution des salaires annoncée, il fallait proposer aux syndicats confédérés de Roubaix-Tourcoing, une unité de front pour résister aux diminutions. Les chefs réformistes tonnent contre les prétentions patronales, nous ferons voir aux ouvriers qui les suivent s'ils sont sérieux et sincères.

Ces propositions faites, l'ouvrier unitaire pouvait dire à l'ouvrier confédéré qui travaille à côté de lui : « Veux-tu que nos syndicats s'unissent pour faire reculer le consortium ? Oui ! Ton syndicat se dit partisan de la grève entendons-nous pour la faire ensemble. Vos chefs qui ne m'inspirent aucune confiance disent aussi qu'ils sont contre toute diminution, mais ils arguent quand aux moyens à employer pour la résistance. Sans que nous sachions quelque chose, ils vont chez Leval ou Landry. Il n'y a qu'un moyen pour résister à la grève entendons-nous pour la faire ensemble. C'est la lutte en commun contre toute diminution de salaire. Pour que cette chose soit possible et réalisable, mon syndicat s'est adressé au tien et a proposé l'unité d'action. Si tu ne veux pas voir ton salaire diminuer, si tant que tu relies à ton syndicat et que tu obliges les dirigeants à accepter nos propositions d'action ». Le tisser ou le fleur unitaire, qui habille l'une ou l'autre des innombrables courées peuplées de la rue des Longues-Haies à Roubaix, pouvait faire les mêmes démarches le soir auprès de son voisin confédéré. Une telle action aurait donné une figure à nos syndicats unitaires et aurait été autrement que celle de Grenier, des manœuvres et de la démagogie tactique des chefs réformistes.

Monmousseau, Thorez et leurs préfets et sous-préfets du Nord ont repoussé nos propositions comme opportunistes et venant de renégats.

Pourtant à Sin-le-Noble, dont on cite l'exemple à tout propos, que s'est-il passé ? Des mineurs unitaires, ne connaissant rien des thèses sur le front unique, ne connaissant rien des inépties de Bostoen ou de Grenier sur le front unique, se sont adressés au syndicat réformiste qui a accepté une délégation unitaire. A la fin de la discussion, les mineurs confédérés ont accepté les propositions d'action commune et ont battu les deux chefs réformistes présents à la réunion. A Boulogne-sur-Mer, les syndicats unitaires dirigés par des camarades dans la ligne ont également adressé des propositions de front unique aux organisations réformistes. Si, comme à Sin-le-Noble, des résultats heureux avaient été obtenus, Monmousseau et ses sous-ordres se seraient empressés de mettre cela au compte actif de leur politique. A cela titre, beaucoup de militants sont étonnés.

Avec les incapables qui dirigent notre Parti et notre C.G.T.U., nous n'avons pas fini de nous étonner et si Grenier, Bostoen et leurs amis ne sont pas des militants irrémédiablement perdus, ils finiront bien par s'apercevoir que ceux qui sient la confusion et désorientent la classe ouvrière, ce n'est pas nous mais leurs chefs de file qui ont nom Thorez, Monmousseau, Gitton, etc...

ALBERT CORNETTE.

NOUVELLE LEÇON DE DÉMOCRATIE...

En 1929, Lœbe palabre sur le droit d'asile pour Trotzky, dans l'« Allemagne Démocratique ».

LE GOUVERNEMENT SOCIAL-DEMOCRATE REFUSE LE VISA.

A la veille des élections anglaises, Syd. Webb, aspirant à la pairie, pleurniche sur ce refus : « Si nous étions au pouvoir ! »

PUIS, LE GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE, AVEC LORD PASSFIELD (ALIAS S. WEBB), REFUSE LE VISA !

En 1931, le ministre républicain espagnol Leroux « ne voit pas d'obstacle à ce que Trotzky réside en Espagne ».

MIS AU PIED DU MUR, LE GOUVERNEMENT REPUBLICAIN COMMUNIQUE A LA PRESSE QUE « GOUVERNEMENT PROVISOIRE, IL NE LUI APPARTENAIT PAS DE DECIDER ».

Seules, les fusillades d'ouvriers lui incombent !

Et à la même date, l'assassin Alphonse XIII est reçu par l'Angleterre travailliste !

AUX BOLCHEVIKS : LA HAINE IMPLACABLE DE LA BOURGEOISIE MONDIALE ! LA DEPORTATION PAR LA BUREAUCRATIE STALINIENNE !

DÉGÉNÉRESCENCE DANS LA XX^e UNION

Le XI^e Plenum de l'I. C. CONGRÈS D'APPAREIL !

Le XI^e Congrès de la XX^e Union des Syndicats unitaires s'est déroulé dans une atmosphère morne, dans une apathie générale, si caractéristique de toutes les assemblées de la C.G.T.U. et du Parti ces temps derniers. Pouvait-il en être autrement ? La Vérité a signalé à la veille du Congrès la façon scandaleuse de convoquer et de présider ce congrès, sans discussion préalable, sans une représentation réelle des ouvriers syndiqués. Cela ne pouvait se traduire autrement que par un congrès sans vie et sans contenu. Le congrès a confirmé ces prévisions de façon éclatante, ce qui ne nous surprend nullement, au contraire ; la question de la vie ou de la mort des syndicats révolutionnaires est par cela même posée devant chaque communiste, devant chaque ouvrier.

Le XX^e Union régionale groupe les syndicats les plus importants de la C.G.T.U. ; d'autre part, la R.P. qui constitue la base de cette Union, est la plus touchée par la crise, d'où l'importance de cette Union et la valeur symptomatique de son congrès. Un congrès pour rien, comme le dernier congrès, marque une décadence du mouvement syndical révolutionnaire dans la R. P. et la lourde responsabilité des bureaucrates centristes de la C.G.T.U., qui président à ses destinées.

« LES PERSPECTIVES JUSTES » ET LA « CRISE DE REALISATION »

Raynaud, secrétaire de la XX^e Union débute par la chanson connue de tous les centristes sur « la justesse des perspectives » de la C.G.T.U. Malheureusement pour lui, ce plus gros argument des centristes, qui n'est au fond qu'une ineptie bureaucratique sans valeur pratique, a été démonté de valeur dans la bouche d'un Raynaud. La C.G.T.U. a, selon Raynaud, établi que « l'année 1930 sera marquée dans notre région par un chômage important ». Chaque ouvrier répondra à cela que la C.G.T.U. s'est trompée d'une année, parce que c'est seulement en 1931 qu'on peut parler d'un chômage important dans la région parisienne.

Plus loin, Raynaud dit : « Les licenciements massifs de Citroën et de Renault ».

APPRECIATION SUR L'U.R.S.S.

Que représente en ce moment l'Union soviétique. Un Etat socialiste, une société socialiste ? L'U.R.S.S. est-elle déjà entrée dans une période de socialisme ? C'est la question principale à laquelle nous allons répondre. Pendant les dernières années, la bureaucratie a crié par milliers les toits sur l'entrée de l'U.R.S.S. dans le socialisme. Le XI^e Plenum S. dans le socialisme. Le XI^e Plenum S. recule dans cette question à laquelle il répond : « Dans l'U. R. S. S. s'achève ».

(Suite page 2)

